

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## Le Kenya présidera le groupe de négociations sur l'agriculture

**Les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont finalement dénoué l'impasse de la sélection du nouveau président des négociations sur l'agriculture. La semaine dernière, le groupe africain a suggéré que l'ambassadeur kényan Stephen Karau prenne le poste à titre de candidat de compromis, à la lumière du désaccord persistant relativement aux candidats de Hong Kong, de l'Uruguay et du Mexique.**

La candidature de l'ambassadeur Karau a par la suite été approuvée lors d'une réunion informelle du Conseil général le 7 avril. Divers représentants officiels sont maintenant d'avis que les Membres peuvent réellement reprendre leur travail sur l'agriculture et les autres domaines de négociation perçus comme essentiels à la réussite de la Conférence ministérielle (CM11) à Buenos Aires (Argentine) en décembre.

Parmi les sujets ciblés pour la CM11, citons la recherche d'une solution permanente pour les programmes de détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et d'autres questions telles que le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) pour les pays en développement, qui bénéficie de l'appui du G-33, mais pas de celui de joueurs clés tels que l'UE. Les opposants au MSS ont fait valoir que tout résultat dans ce dossier doit être accompagné d'éléments d'accès aux marchés, puisque les deux enjeux sont liés.

Maintenant que la crise entourant la présidence du groupe de négociation sur l'agriculture est résolue, les délégués espèrent que les discussions sur l'ordre du jour de Buenos Aires reprendront à Genève (Suisse); cependant, la confirmation de M. Lightizer au poste de représentant pour le commerce des États-Unis et la nomination du nouvel ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC sont également des éléments fondamentaux pour faire bouger les choses.

### Un optimisme fragile

Selon certaines sources, il semble exister un optimisme renouvelé quant au fait que l'administration Trump pourrait, au final, participer à l'OMC, à la lumière des plus récents avis de soutien interne communiqués par les États-Unis et l'UE.

Puisque la réduction du soutien ayant des effets de distorsion des échanges constitue l'une des principales cibles pour Buenos Aires, ces sources croient que les plus faibles niveaux rapportés pour la mesure globale de soutien (MGS) par les États-Unis (3,8 milliards de dollars pour 2015) et l'UE (5,9 milliards d'euros, 2013-2014) pourraient contribuer à l'atteinte d'un compromis si le président des États-Unis Donald Trump a effectivement réussi à amener le président de la Chine Xi Jinping à s'engager à en faire plus dans le dossier du commerce lors de leur rencontre à Mar-a-Lago (Floride) les 6 et 7 avril.

À cet égard, les États-Unis ont exhorté les pays émergents, particulièrement la Chine, à couper davantage le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges octroyé, alléguant que le monde a changé et que ces pays doivent contribuer davantage. À ce jour, la Chine a simplement réitéré qu'elle en a assez fait avec les changements effectués lorsqu'elle s'est jointe à l'OMC en 2001. On s'attend à ce que tout résultat dans le dossier du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges à Buenos Aires doive inclure la Chine si l'on veut parvenir à une entente.

Après la rencontre de Mar-a-Lago, le secrétaire au Commerce Wilbur Ross a précisé que les deux pays avaient convenu de mettre en œuvre un plan de 100 jours visant à accroître les exportations des États-Unis vers la Chine et à réduire le déficit commercial des États-Unis par rapport à la Chine.

Reste à savoir la manière dont ce nouveau processus affectera les pourparlers à Genève et à Buenos Aires.

Cependant, des sources à l'OMC soulignent le rôle que pourraient jouer des pourparlers multilatéraux pour faire avancer le programme commercial de l'administration Trump, citant des domaines tels que les subventions pour la pêche, un enjeu qui figure également sur la liste de priorités du représentant pour le commerce des États-Unis, comme précisé dans l'ébauche de proposition pour l'ALÉNA communiquée au Congrès à la fin mars.

Les sources perçoivent aussi positivement les divergences d'opinions au sein des experts de l'équipe commerciale Trump. Elles soulignent également que le ton plutôt doux de la proposition pour l'ALÉNA constitue une preuve que la nouvelle administration américaine pourrait être plus engagée sur le front multilatéral que les gens pourraient le croire.

## Ébauche de proposition pour la renégociation de l'ALÉNA

La proposition de renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) communiquée par l'administration Trump au Congrès à la fin mars par le représentant pour le commerce des États-Unis par intérim, Stephen Vaughn, n'était pas aussi coriace que ce à quoi beaucoup s'attendaient. En effet, puisque le président Trump qualifiait cet accord de désastre total pour l'économie américaine depuis sa mise en œuvre, beaucoup d'observateurs anticipaient un ton plus radical pour la révision de l'accord. D'un autre côté, le nombre de sujets listés dans la lettre signifie aussi que l'« ajustement » dont parle le président Trump quant à l'accord bilatéral avec le Canada ne sera pas aussi « mineur » qu'il l'a laissé présager le mois dernier lors de sa rencontre avec le premier ministre Justin Trudeau à Washington, D.C.

Cependant, les observateurs qualifient le document de plutôt modéré dans son ensemble. L'ébauche de proposition déposée par le représentant pour le commerce des États-Unis est loin de diaboliser l'accord – comme l'avait fait le président Trump pendant sa campagne. Elle débute plutôt en faisant l'éloge de l'accord, décrivant les objectifs comme étant le renforcement des relations commerciales et la rentabilité accrue de la fabrication au sein du bloc

commercial, et cite les importants changements économiques s'étant opérés depuis la négociation de l'ALÉNA il y a 25 ans.

« Le déficit persistant des États-Unis avec le Canada et le Mexique relativement au commerce des biens nécessite que cette administration prenne rapidement des mesures pour réviser la relation et répondre aux défis du 21<sup>e</sup> siècle. L'ALÉNA a été négocié il y a 25 ans. Or, notre économie et nos entreprises ont depuis considérablement changé, mais pas l'ALÉNA. La plupart des chapitres sont clairement obsolètes et ne reflètent pas les plus récentes normes mises en œuvre dans les accords commerciaux des États-Unis », peut-on lire dans l'ébauche de proposition.

Le désir d'adapter les accords commerciaux des États-Unis aux nouveaux défis du 21<sup>e</sup> siècle « est loin de décrier l'ALÉNA en le qualifiant de pire accord commercial jamais négocié », a précisé un observateur des États-Unis spécialisé en commerce; en effet, les objectifs listés dans la lettre pourraient facilement être considérés comme une étape normale de la modernisation de l'entente entre les trois nations sans être aussi radicaux que ce qui a été véhiculé par la propagande dommageable entendue pendant la campagne pour discréditer l'accord.

Fait intéressant, bien que le Partenariat transpacifique (PTP) ne soit jamais mentionné dans la lettre, personne ne sera surpris si le représentant pour le commerce des États-Unis utilise une partie de cet accord comme base de négociation pour satisfaire les objectifs cités dans la lettre. En effet, des questions telles que la propriété intellectuelle, les services, le commerce numérique, la transparence et la réforme réglementaire, et les sociétés détenues et contrôlées par l'État pourraient être majoritairement résolues en adoptant les ententes auxquelles étaient parvenus les 12 membres du PTP.

Une fois le document finalisé, l'administration Trump soumettra formellement un avis au Congrès l'informant de son intention de renégocier l'ALÉNA. Cela déclenchera une période de consultation du Congrès de 90 jours avant le début de la renégociation par les États-Unis, le Canada et le Mexique.

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca)

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

